

Pouvoir d'emprunt

● (1230)

M. Jim Peterson (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, le projet de loi constitue l'un des volets d'un ensemble de mesures économiques. Il faut l'avouer, la situation de l'économie n'est pas aussi rose que nous le souhaiterions. Nous n'avons pas encore constaté une relance de la consommation qui, selon de nombreux analystes, est la clé de la reprise économique.

Je tiens à faire remarquer que le projet de loi d'emprunt est nécessaire en cette période de crise économique, car il est essentiel d'aider le secteur privé. Je n'ai pas encore entendu une seule proposition constructive de la part de l'opposition qui ne cesse de réclamer l'élimination du gaspillage des deniers publics. Nous sommes tous favorables à une telle proposition.

M. Huntington: Alors pourquoi ne faites-vous rien?

M. Peterson: J'aimerais bien que l'opposition nous présente une liste. Il y a de part et d'autre de la Chambre des députés qui sont disposés à mettre fin aux dépenses inutiles pour que les économies ainsi réalisées servent à créer des emplois. Seulement, l'opposition ne nous a pas donné d'exemples précis, aucun monsieur le Président.

M. Thacker: Nous attendons les vôtres.

M. Peterson: Tant que les députés de l'opposition ne nous auront pas fait de propositions concrètes, j'estime qu'ils sont mal venus de nous dire qu'il y a du gaspillage et qu'ils vont donc voter contre le projet de loi. L'opposition n'a qu'à nous faire des suggestions précises.

M. Thacker: Nous l'avons fait.

M. Peterson: J'ai pour ma part quelques idées que j'aimerais soumettre aux députés. Tout d'abord, il est essentiel de créer un climat de confiance au niveau des consommateurs.

M. Shields: Ils n'ont absolument pas confiance.

M. Peterson: La situation semble changer. Nous ne pouvons garantir que la situation va s'améliorer. Bien des gens estiment que la relance économique au Canada dépend de la conjoncture aux États-Unis. De fait, une reprise de l'économie américaine nous aiderait sûrement. Devons-nous pour autant renoncer à faire des efforts de notre côté? Ne devons-nous pas pour autant essayer de rendre notre industrie plus compétitive? Chacun de nous ne devrait-il pas quotidiennement se donner à fond à son travail? C'est tout à fait possible, mais le gouvernement ne peut pas passer de loi pour l'imposer. C'est à chaque Canadien qu'en incombe la responsabilité.

Je crois que nous pourrions tous contribuer à restaurer la confiance des consommateurs. Nous avons d'excellents fabricants au Canada, des gens qui produisent d'excellents produits qui, si les consommateurs veulent bien les acheter, pourraient devenir les premiers au monde dans leur domaine. Le Conseil des sciences du Canada a dressé une liste de 200 entreprises

qui sont à la veille de décoller et qui ont assuré leur compétitivité et fait la preuve de l'excellence de leurs produits. Nous pourrions aider ces entreprises en incitant les consommateurs à acheter des produits canadiens. L'attitude des consommateurs canadiens peut fort bien changer. Ils peuvent reconnaître que pendant des années ils ont acheté des produits étrangers, mais qu'ils peuvent fort bien trouver des produits équivalents fabriqués au Canada.

Je pense à tous les produits agricoles. Le secteur agricole est hautement mécanisé et très compétitif. Dans le secteur des ressources primaires, le Canada compte plusieurs entreprises extrêmement compétitives qui n'ont pas d'égaux dans le monde entier. Les Canadiens devraient se tourner vers les produits intérieurs. Pourquoi faut-il toujours que nous importions des fruits frais en hiver? Pourquoi n'encourageons-nous pas davantage les producteurs de produits alimentaires canadiens?

Des voix: Bravo!

M. Peterson: Pourquoi les consommateurs ne reconnaîtraient-ils pas que leur voiture a fait son temps et ne se tourneraient-ils pas vers des voitures produites au Canada par des travailleurs canadiens? De nombreux fabricants d'automobiles canadiens ont montré qu'ils étaient capables de produire des petits modèles concurrentiels, qui consomment peu d'essence et dont certains roulent même au gaz naturel et au propane. Pourquoi les consommateurs canadiens n'accepteraient-ils pas de reconsidérer toute la question de la production nord-américaine pour voir ce que nos travailleurs ont produit dans nos usines? Ce sont là des initiatives que les consommateurs peuvent prendre et qui sont importantes.

L'un de mes collègues a fait remarquer que, dans le domaine des infrastructures, il y a peu de mesures d'encouragement. Où était-il quand nous avons introduit le programme RELAIS qui vise à encourager les municipalités à lancer des projets d'infrastructure qui contribueront à assurer la productivité nationale pendant des années? Qui plus est, ce programme créera plus d'emplois à court terme pour les personnes qui en ont le plus besoin. C'est un programme dirigé. L'opposition a-t-elle préconisé un meilleur programme de création d'emplois? Il n'est pas parfait, cela va de soi. Par contre, les députés de l'autre côté de la Chambre ont-ils proposé une meilleure solution?

M. Huntington: C'est vous qui gouvernez le pays.

M. Peterson: Tant que l'opposition n'aura pas proposé de meilleur programme, qu'elle se contente des projets d'infrastructure que nous sommes prêts à lancer grâce à notre programme RELAIS.

Il y a d'autres domaines je crois où nous pourrions tirer parti de nos points forts. Le secteur des services canadien n'a pas son pareil dans le monde entier. Je songe aux institutions financières, aux hommes de droit, aux compagnies d'assurance et aux comptables qui ont généralement la réputation d'être les meilleurs du monde.

M. Thacker: Ce n'est pas vrai pour le gouvernement.